
Présidence : Estonie

547ème SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : Mercredi 21 mai 2008

Ouverture : 10 h 05

Clôture : 11 h 30

2. Présidente : Mme T. Parts

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

Incident impliquant un véhicule aérien sans pilote en Géorgie le 20 avril 2008 : Géorgie (annexe 1), Fédération de Russie, Royaume-Uni (annexe 2), États-Unis d'Amérique

Point 2 de l'ordre du jour : DIALOGUE DE SÉCURITÉ

Exposé sur le Collège balte de défense (BALTDEFCOL) par le général de brigade Gundars Abols, commandant du BALDEFCOL : Présidente, général de brigade G. Abols (FSC.DEL/100/08 OSCE+), Lettonie, Ukraine, Luxembourg, Géorgie, Kirghizistan

Point 3 de l'ordre du jour : DÉCISION SUR L'ACTUALISATION DES PRINCIPES DE L'OSCE POUR LES CONTRÔLES À L'EXPORTATION DE SYSTÈMES PORTATIFS DE DÉFENSE AÉRIENNE (MANPADS)

Présidente

Décision : le Forum pour la coopération en matière de sécurité a soumis la Décision sur l'actualisation des Principes de l'OSCE pour les contrôles à l'exportation de systèmes portatifs de défense aérienne à une procédure d'approbation tacite prenant fin le lundi 26 mai 2008 à midi HEC ; le texte de cette décision est joint au présent journal.

Point 4 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

- a) *Participation de l'OSCE à l'Atelier de l'OEA sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité de l'ONU, tenu à Buenos Aires les 13 et 14 mai 2008 : Espagne (FSC.DEL/99/08 OSCE+), Présidente*
- b) *Question de protocole : Grèce*
- c) *Publication générale du rapport de synthèse révisé sur l'échange ponctuel d'informations concernant les Principes de l'OSCE relatifs au contrôle du courtage des armes légères et de petit calibre : Présidente (annexe 3)*
- d) *Manifestation organisée à l'occasion du lancement de la publication du Manuel sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales du personnel des forces armées, le 28 mai 2008 : Présidente*

4. Prochaine séance :

Mercredi 28 mai 2008 à 10 heures, Neuer Saal



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité

FSC.JOUR/553

21 mai 2008

Annexe 1

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

547ème séance plénière

FSC Journal No 553, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA GÉORGIE

Madame la Présidente,

Je souhaiterais fournir aux distinguées délégations des informations actualisées sur l'évolution de la situation concernant l'incident qui s'est produit le 20 avril en Abkhazie (Géorgie).

Comme suite à la demande adressée par la MINUG au Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, l'équipe d'établissement des faits de l'ONU a commencé à travailler la semaine dernière, examinant toutes les preuves existantes et évaluant les éléments d'information fournis. La partie géorgienne coopère étroitement avec l'Organisation des Nations Unies afin qu'aucune question ne reste sans réponse.

Dans le même temps, comme vous en avez déjà été informés la semaine dernière, un groupe indépendant d'experts internationaux, composé de spécialistes compétents d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et des États-Unis, a achevé de vérifier les éléments d'information relatifs à cet incident et a soumis ses conclusions à la partie géorgienne.

Afin de ne pas compromettre les travaux de l'équipe d'établissement des faits de l'ONU, nous avons décidé de ne pas rendre ces conclusions publiques (y compris par le biais des médias), et d'attendre que l'équipe d'établissement des faits de la MINUG produise son rapport.

Néanmoins, je voudrais saisir cette occasion pour informer la séance du FCS que la première équipe d'experts internationaux a confirmé l'authenticité de tous les éléments d'information vidéo et radar fournis par la partie géorgienne.

La partie géorgienne a désormais terminé sa propre enquête sur l'incident. Pour nous, il n'y a aucune question qui reste sans réponse. Néanmoins, nous attendons la réaction de la communauté internationale. C'est précisément à cet effet que nous avons soumis les éléments d'information pertinents sur cet incident ainsi que le rapport des experts indépendants aux États membres de l'OTAN et de l'Union européenne et leur avons demandé de faire part de leur appréciation concernant cet incident.

Pour terminer, je souhaite réaffirmer que la Géorgie est prête à coopérer sur cette question avec tous les partenaires disposés à le faire, et nous attendons avec intérêt le retour d'information concernant notre demande d'assistance spécialisée.

Merci.



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité

FSC.JOUR/553

21 mai 2008

Annexe 2

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

547ème séance plénière

FSC Journal No 553, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI

Madame la Présidente,

Comme suite aux informations soumises par la Géorgie aux États membres de l'OTAN et de l'Union européenne, le Royaume-Uni souhaite faire une déclaration technique en relation avec la destruction d'un véhicule aérien sans pilote géorgien le 20 avril 2008. Des experts militaires du Royaume-Uni ont examiné le clip vidéo, qui selon toutes les apparences est authentique, et l'ont identifié comme provenant d'un véhicule aérien sans pilote HERMES-450. L'avion agresseur a été identifié par les experts techniques du Royaume-Uni après une analyse de la vidéo comme étant très probablement un Su-27 FLANKER.

Le Royaume-Uni se félicite de la nouvelle selon laquelle l'équipe d'établissement des faits de la MINUG, appuyée par des experts extérieurs, a commencé son enquête sur l'incident. Nous demandons instamment à toutes les parties de coopérer pleinement avec cette équipe et comptons sur un prompt aboutissement de son enquête et la communication de ses conclusions à bref délai.

Madame la Présidente,

Le Royaume-Uni demande que la présente déclaration soit jointe au journal de la séance.



**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité**

FSC.JOUR/553

21 mai 2008

Annexe 3

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

547ème séance plénière

FSC Journal No 553, point 4 c) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA PRÉSIDENTE

Je souhaiterais informer les États participants que, mercredi dernier, 14 mai, le Groupe de travail A a convenu de rendre public le rapport de synthèse révisé sur l'échange ponctuel d'informations concernant les Principes de l'OSCE relatifs au contrôle du courtage des armes légères et de petit calibre.

Je demande que la présente déclaration soit jointe au journal de ce jour.



**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité**

FSC.DEC/
21 mai 2008

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

547ème séance plénière

FSC Journal No 553, point 3 de l'ordre du jour

**DÉCISION SUR L'ACTUALISATION DES PRINCIPES DE L'OSCE
POUR LES CONTRÔLES À L'EXPORTATION DE SYSTÈMES
PORTATIFS DE DÉFENSE AÉRIENNE, SOUMISE À UNE
PROCÉDURE D'APPROBATION TACITE PRENANT FIN
LE LUNDI 26 MAI 2008 À MIDI**

Le Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS),

Conscient de la menace que continue de faire peser la prolifération et l'utilisation non autorisées de systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS), en particulier pour l'aviation civile, le maintien de la paix, la gestion des crises et les opérations anti-terroristes,

Affirmant la conviction des États participants d'appliquer des contrôles nationaux stricts sur l'exportation de MANPADS,

Prenant en considération l'Annexe C au Manuel des meilleures pratiques sur les armes légères et de petit calibre concernant les procédures nationales de gestion et de sécurité des stocks de MANPADS,

Désireux de compléter et, ainsi, de renforcer la mise en œuvre du Document de l'OSCE sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) et de la Décision No 7/03 du FCS sur les systèmes portatifs de défense aérienne, afin de promouvoir un contrôle efficace des exportations d'ALPC dans l'espace de l'OSCE,

Rappelant sa Décision No 3/04 sur les principes de l'OSCE pour les contrôles à l'exportation de MANPADS, adoptée le 26 mai 2004,

Résolu à contribuer à réduire le risque de détournement d'ALPC vers le marché illicite,

Ayant présent à l'esprit que, dans la Stratégie de l'OSCE visant à faire face aux menaces pour la sécurité et la stabilité au XXI^e siècle, adoptée à Maastricht en décembre 2003, il est noté que l'OSCE utilise tous les instruments à sa disposition pour contrecarrer la prolifération des MANPADS, catégorisés dans le document de l'OSCE sur les ALPC comme des lance-missiles antiaériens portatifs,

Reconnaissant les efforts constants déployés par l'Arrangement de Wassenaar pour élaborer des principes en la matière et désireux d'étendre l'application des « Éléments pour le contrôle à l'exportation des systèmes portatifs de défense aérienne » de l'Arrangement de Wassenaar,

Décide :

D'adopter les principes ci-après pour les contrôles à l'exportation de MANPADS, qui sont inspirés des « Éléments pour le contrôle à l'exportation des systèmes portatifs de défense aérienne » de l'Arrangement de Wassenaar :

1. Champ d'application

1.1 Ces principes couvrent :

- a) les systèmes de missiles sol-air conçus comme des systèmes portatifs destinés à être portés et tirés par une seule personne ; et
- b) les autres systèmes de missiles sol-air conçus pour être mis en œuvre et tirés en équipe par plus d'une seule personne et pour être portés à plusieurs.

1.2 Les contrôles nationaux à l'exportation sont applicables au transfert ou au retransfert international de MANPADS, y compris les systèmes complets, les composants, les pièces de rechange, les modèles, les systèmes d'entraînement et les simulateurs, à quelque fin que ce soit et par tout moyen, y compris l'exportation, la vente, le don, le prêt, la location ou la coproduction autorisés ou un accord de licence de production (ci-après dénommé « exportation »). Le champ d'application de la réglementation relative aux exportations et des contrôles correspondants englobe la recherche, la conception, le développement, l'ingénierie, la fabrication, la production, le montage, l'essai, la réparation, l'entretien, le service, la modification, le perfectionnement, la modernisation, la mise en œuvre, l'utilisation, le remplacement ou la remise en état, la démilitarisation et la destruction de MANPADS ; les données techniques, le logiciel, l'assistance technique, la démonstration et la formation associés à ces fonctions ; ainsi que le transport et l'entreposage dans des conditions de sécurité. Suivant la législation nationale, ce champ d'application peut également couvrir les investissements, la commercialisation, la publicité et d'autres activités connexes.

1.3 Toute activité relative aux MANPADS qui est menée sur le territoire du pays producteur est soumise à la législation et à la réglementation nationales.

2. Les États participants feront preuve d'un maximum de retenue dans les transferts de technologies de production de MANPADS et, lorsqu'ils prendront une décision sur de tels transferts, tiendront compte des principes énoncés aux paragraphes 3.5, 3.6, 3.7 et 3.9.

3. Conditions de contrôle et critères d'évaluation

3.1 Les décisions d'autoriser l'exportation de MANPADS seront prises par les autorités compétentes du gouvernement exportateur à un échelon élevé et seulement en faveur de gouvernements étrangers ou d'agents expressément autorisés à agir au nom d'un

gouvernement après présentation d'un certificat officiel d'utilisateur final, certifié par le gouvernement du pays destinataire.

- 3.2 Les licences générales ne sont pas applicables aux exportations de MANPADS ; chaque transfert doit faire l'objet d'une décision individuelle d'autorisation.
- 3.3 Les gouvernements exportateurs ne feront pas appel à des courtiers ou à des services de courtage non gouvernementaux pour les transferts de MANPADS, sauf si ceux-ci ont été autorisés expressément à agir au nom du gouvernement.
- 3.4 En vue de prévenir une utilisation non autorisée, les pays producteurs appliqueront les dispositifs de contrôle des performances techniques et/ou du tir pour les nouveaux MANPADS qu'ils concevront à mesure qu'ils pourront accéder à ces technologies.

Ces dispositifs ne devront pas nuire à l'efficacité opérationnelle des MANPADS pour l'utilisateur légal.

- 3.5 Les décisions d'autoriser des exportations de MANPADS tiendront compte :
 - des possibilités de détournement ou d'utilisation illicite dans le pays destinataire ;
 - de la capacité et de la volonté du gouvernement destinataire d'assurer une protection contre les retransferts non autorisés, la perte, le vol et le détournement ; et
 - de l'adéquation et de l'efficacité des dispositions prises par le gouvernement destinataire en matière de sécurité physique aux fins de la protection des biens, des installations, des dotations et des stocks militaires.
- 3.6 Avant d'autoriser des exportations de MANPADS (comme indiqué au paragraphe 1.2), le Gouvernement exportateur s'assurera que le Gouvernement destinataire garantit :
 - de ne pas réexporter les MANPADS sans le consentement préalable du gouvernement exportateur ;
 - de ne transférer des MANPADS et leurs composants vers tout pays tiers que d'une façon conforme aux dispositions des accords formels entre gouvernements, y compris des accords de coproduction ou de licence de production, et des documents contractuels, conclus et appliqués après l'adoption de la présente décision, ainsi que des garanties d'utilisation finale et/ou des licences d'exportation en vigueur ;
 - de veiller à ce que l'État exportateur ait la possibilité de confirmer, lorsqu'il y a lieu, l'exécution par l'État importateur de ses garanties d'utilisation finale en

ce qui concerne les MANPADS et leurs composants¹ (cela peut inclure des inspections sur place des conditions d'entreposage et des mesures de gestion des stocks ou autres mesures, comme convenu entre les parties) ;

- d'assurer la sécurité voulue pour la documentation et les informations classifiées conformément aux accords bilatéraux applicables afin d'empêcher que l'on y accède sans autorisation ou qu'elles soient compromises ;
- d'informer sans délai le gouvernement exportateur de tout cas de compromission, d'utilisation non autorisée, de perte ou de vol de tout document concernant les MANPADS.

3.7 En outre, le gouvernement exportateur s'assurera de la volonté et de la capacité du gouvernement destinataire de mettre en œuvre des mesures efficaces pour garantir en toute sécurité l'entreposage, la manipulation, le transport, l'utilisation de documents relatifs aux MANPADS ainsi que l'élimination ou la destruction des stocks excédentaires en vue d'empêcher qu'on y accède ou qu'on les utilise sans autorisation. La procédure nationale du gouvernement destinataire conçue pour assurer la sécurité requise comprend, sans que cette liste soit limitative, l'ensemble de pratiques ci-après ou d'autres pratiques assurant des niveaux comparables de protection et de responsabilisation :

- Vérification écrite de la réception des envois de MANPADS ;
- Inventaire par numéro de série des envois initiaux pour l'ensemble des mécanismes de tir et des missiles transférés, si cela est matériellement possible ; et tenue de registres d'inventaires écrits ;
- Inventaire physique, au moins une fois par mois, de tous les MANPADS susceptibles d'être transférés ; justification par numéro de série des composants de MANPADS utilisés ou endommagés en temps de paix ;
- Veiller à ce que les conditions d'entreposage soient suffisantes pour assurer les normes les plus élevées de sécurité et de contrôle d'accès. Ces pratiques pourront consister notamment :
 - lorsque la conception des MANPADS le permet, à entreposer les missiles et les mécanismes de tir en des lieux suffisamment séparés pour que la pénétration de la sécurité d'un site ne compromette pas celle de l'autre site ;
 - à assurer une surveillance continue (24 heures sur 24) ;
 - à instituer des sauvegardes en vertu desquelles la présence d'au moins deux personnes autorisées est indispensable pour pouvoir entrer dans les sites d'entreposage ;

1 On entend par « garanties d'utilisation finale en ce qui concerne les MANPADS et leurs composants » leur utilisation exclusivement à des fins stipulées dans le certificat d'utilisation finale ou dans tout autre document énonçant les obligations de l'État importateur.

- Transporter les MANPADS d’une manière qui réponde aux normes et aux pratiques les plus élevées de protection des munitions sensibles en transit. Si possible, transporter les missiles et les mécanismes de tir dans des conteneurs distincts ;
 - Le cas échéant, réunir et assembler les composants essentiels – généralement, la crosse de tir et le missile dans un tube de lancement – uniquement en cas d’hostilités ou lorsque des hostilités sont imminentes ; pour un tir dans le cadre d’un entraînement régulièrement programmé ou de l’essai d’un lot, auquel cas seuls les systèmes destinés à être utilisés seront retirés de l’entrepôt et montés ; lorsque des systèmes sont déployés en tant que systèmes de défense ponctuelle d’installations ou de sites hautement prioritaires ; et dans toute autre circonstance qui pourrait être convenue entre le gouvernement destinataire et le gouvernement effectuant le transfert ;
 - L’accès au matériel et à toute information connexe classifiée, y compris la documentation pédagogique, technique et technologique (par exemple les manuels d’utilisation des MANPADS), sera restreint au personnel militaire et civil du gouvernement destinataire qui dispose de l’habilitation de sécurité appropriée et qui a réellement besoin de connaître cette information pour s’acquitter de ses tâches. Les informations divulguées seront limitées à celles qui sont nécessaires pour s’acquitter des responsabilités assignées et, si possible, seront constituées uniquement par des informations orales et visuelles ;
 - Adopter, pour la gestion des stocks, des pratiques prudentes prévoyant une élimination ou une destruction efficaces et sûres des stocks de MANPADS qui sont ou deviennent excédentaires par rapport aux besoins nationaux.
- 3.8 Lorsqu’il y a lieu, les États participants aideront les gouvernements destinataires qui ne sont pas en mesure d’exercer un contrôle prudent sur les MANPADS à éliminer les stocks excédentaires, notamment en rachetant des armes exportées antérieurement. Ces mesures sont subordonnées à un consentement volontaire du gouvernement exportateur et de l’État destinataire.
- 3.9 Les gouvernements exportateurs se communiqueront des informations au sujet des gouvernements destinataires potentiels dont il est prouvé qu’ils n’ont pas respecté les garanties et les pratiques relatives au contrôle des exportations qui sont exposées aux paragraphes 3.6 et 3.7 ci-dessus.
- 3.10 En vue d’intensifier les efforts destinés à empêcher un détournement, les gouvernements exportateurs se communiqueront des informations au sujet des entités non étatiques qui tentent ou peuvent tenter d’acquérir des MANPADS.
- 3.11 Lorsqu’il y a lieu, Les États participants fourniront aux États non participants (tels que les partenaires de l’OSCE pour la coopération), à leur demande, un soutien technique et spécialisé en vue d’élaborer et de mettre en œuvre une base législative pour exercer un contrôle sur les transferts de MANPADS et de leurs composants.

- 3.12 Lorsqu'il y a lieu, Les États participants fourniront aux États non participants, à leur demande, une assistance technique et spécialisée en matière de sécurité physique, de gestion des stocks et de contrôle du transport de MANPADS et de leurs composants.
4. Les États participants veilleront à ce que toute infraction à la législation sur les contrôles à l'exportation en ce qui concerne les MANPADS fasse l'objet de dispositions prévoyant des pénalités adéquates, c'est-à-dire comportant des sanctions pénales.
5. Les États participants sont convenus d'incorporer ces principes dans leurs pratiques, politiques et/ou réglementations nationales.
6. Les États participants rendront compte des transferts de MANPADS en suivant les prescriptions relatives aux échanges d'informations qui figurent dans le document de l'OSCE sur les ALPC et en recourant à tout mécanisme connexe d'échange d'informations sur les MANPADS qui pourra être convenu à l'avenir.
7. Les États participants examineront régulièrement la mise en œuvre de ces principes.
8. Les États participants sont convenus de promouvoir l'application des principes définis plus haut dans les pays ne participant pas à l'OSCE.

La présente Décision remplace la Décision No 3/04 du FCS intitulée « Principes de l'OSCE pour les contrôles à l'exportation de systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS) », adoptée le 26 mai 2004.